

LE MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE ET LE MOUVEMENT HISTORIQUE DE LA DECOLONISATION

Colloque Ben Barka

Gustave Massiah
15-04-2006

Je partirai de l'hypothèse que le mouvement altermondialiste prolonge et renouvelle le mouvement historique de la décolonisation.

Je ne suivrai pas l'ordre chronologique et je partirai du présent, du mouvement altermondialiste, pour aller dans le passé chercher, à partir des réflexions sur le mouvement de décolonisation, des réflexions sur les questions que nous nous posons pour construire l'avenir. Je le ferai d'autant plus facilement que les participants à ce colloque ont participé, pour beaucoup d'entre eux, aux luttes de la décolonisation. Je me contenterai de faire simplement référence à cette période en insistant beaucoup plus sur la période actuelle.

Le mouvement altermondialiste est confronté aujourd'hui au débat stratégique. Cette intervention aborde quelques-unes des questions posées par ce débat. Je le ferai en contrepoint aux débats stratégiques de la décolonisation en insistant sur l'analyse de la période, la question des bases sociales et des alliances. Il s'agit donc ici d'identifier quelques-unes des questions qu'il est nécessaire d'aborder pour réfléchir sur les perspectives du mouvement altermondialiste ; la compréhension de ces questions gagnerait beaucoup à une compréhension de la manière dont elles ont été prises en compte par le mouvement de la décolonisation.

L'analyse de la période et l'état des lieux du mouvement.

Le mouvement altermondialiste est riche de sa diversité, de la multiplicité des courants de pensée qui le composent. Il combine plusieurs démarches : la résistance aux logiques dominantes, la recherche des alternatives, la négociation en situation. Ce mouvement articule plusieurs formes d'expression : les luttes ; les pratiques solidaires ; les réflexions et l'élaboration. L'ensemble de ces dimensions alimente le débat démocratique et citoyen qui caractérise ce mouvement.

Le mouvement altermondialiste est marqué par la prise de conscience des conséquences dramatiques de la phase néo-libérale de la mondialisation. Ces conséquences sont : la montée des inégalités et de leur liaison aux discriminations ; l'aggravation de la domination du Nord sur les peuples du Sud et leur liaison aux conflits et aux guerres ; la mise en cause de l'écosystème planétaire et des droits des générations futures et leur liaison au productivisme et à la logique spéculative financière ; la montée des insécurités sociales, écologiques, guerrières et leur liaison aux idéologies sécuritaires et aux doctrines des guerres préventives. Cette prise de conscience élargit la compréhension des liaisons entre les questions sociales, les questions sociétales et la question mondiale. Elle prend en compte l'intime liaison entre les niveaux locaux, nationaux, régionaux (au sens des grandes régions), et mondiaux.

Cette prise de conscience commence dès le début de la phase néo-libérale, au début des années 80, dans les pays du Sud avec les luttes contre la dette, le FMI, la Banque Mondiale, les plans d'ajustement structurel. Elle met en lumière dès 1989 le cadre institutionnel de cette phase de la mondialisation (le G8, FMI et Banque Mondiale, OCDE, OMC). Elle se déploie à partir de 1994 en Europe (Italie, France, Allemagne), aux Etats-Unis et en Corée contre le chômage, la précarisation et la remise en cause des systèmes de protection sociale. A partir de Seattle en 1999, et de Porto Alegre en 2000, les forums vont être les lieux de la convergence des mouvements des pays du Sud et du Nord.

La période de la décolonisation a été aussi marquée par une très grande diversité des courants de pensée et des formes d'expression, même si aujourd'hui les représentations privilégient des classements simples qui se réfèrent à des évidences peu discutées.

Le mouvement de la décolonisation est marqué par la prise de conscience du caractère inacceptable du fait colonial et de sa nature. La mondialisation n'est pas absente des débats, elle est liée à l'approche géopolitique des empires coloniaux et de la concurrence inter-impérialiste. Elle laissera place dès les années vingt à la représentation Est-Ouest. La dimension dominante est la dimension nationale et étatique ; c'est elle qui porte l'espoir d'émancipation. Elle entraîne une certaine méfiance par rapport au local. Le niveau des grandes régions reste une référence aux ensembles pré-coloniaux et pré-capitalistes (l'unité africaine, l'unité arabe, etc.) Les projets de libération nationale y font référence comme à une dimension nécessaire, à la fois lointaine et nostalgique.

Le rapport à la guerre et aux conflits est très différent d'aujourd'hui. La lutte armée paraît inéluctable et marque la discussion sur « le terrorisme ». Les guerres aussi sont intériorisées ; ne dit-on pas en 1914 « le socialisme empêchera la guerre ou alors, la guerre débouchera sur le socialisme ». L'irruption du nucléaire forcera à la coexistence pacifique. Deux des questions majeures aujourd'hui seront explicitées dans leur forme actuelle dans la période post-coloniale. Les limites écologiques sont directement liées au modèle productiviste partagé par les régimes capitalistes et ceux qui affichent leur volonté de dépasser le capitalisme. Les libertés démocratiques s'imposeront à partir du mouvement historique de la fin des années soixante (en 1968, Tchécoslovaquie, France, Mexique, etc.) qui cherche à réconcilier les dimensions individuelles et collectives.

Le projet altermondialiste

La mouvance altermondialiste dans ses différentes significations est porteuse d'un nouvel espoir né du refus de la fatalité ; c'est le sens de l'affirmation « un autre monde est possible ». Nous ne vivons pas « La Fin de l'Histoire » ni « Le Choc des civilisations ». Contrairement à ce que nous serinent ces affirmations doctrinaires, nous ne pensons pas que le système dominant est indépassable et que les luttes sociales sont dérisoires à l'échelle des millénaires.

La stratégie du mouvement altermondialiste s'organise autour des caractéristiques de sa formation (la convergence des mouvements) et de son orientation (l'accès pour

tous aux droits fondamentaux, à la paix, à la démocratie). La mouvance altermondialiste résulte de la convergence des mouvements de solidarité. Le mouvement syndical, le mouvement paysan, le mouvement des consommateurs, le mouvement écologiste, le mouvement féministe, le mouvement de défense des droits humains, le mouvement des associations de solidarité internationale, sans compter les associations culturelles, de jeunesse, de chercheurs, confrontent leurs luttes, leurs pratiques, leurs réflexions.

A travers les forums, une orientation commune se dégage, celle de l'accès pour tous aux droits, à la démocratie, à la paix. C'est la construction d'une alternative à la logique dominante, à l'ajustement au marché mondial par la régulation par le marché des capitaux. A l'évidence imposée qui prétend que la seule manière acceptable pour organiser une société c'est la régulation par le marché, nous pouvons opposer la proposition d'organiser les sociétés à partir de l'accès pour tous aux droits fondamentaux. Cette orientation commune donne son sens à la convergence des mouvements.

Cette orientation commune se traduit par une nouvelle culture de la transformation qui se lit dans une évolution de chacun des mouvements. La référence à l'accès aux droits pour tous imprègne les mouvements. Pour citer quelques exemples, Amnesty International a décidé, il y a trois ans, de prendre en charge la défense des droits économiques, sociaux et culturels ; Médecins du Monde définit ses objectifs ^par rapport au droit à la santé ; les syndicats mettent en avant les quatre droits fondamentaux de l'OIT ; Via Campesina prend en compte la défense de la paysannerie, de la souveraineté alimentaire, des risques écologiques et scientifiques ; etc.

Ces perspectives se situent dans les chantiers qui sont portés par le mouvement altermondialiste, qui l'ont précédé et préparé mais qu'il a permis de réorienter. Citons par exemple la question du droit international et de la lutte contre l'impunité ; le cadre institutionnel de la mondialisation et la réforme radicale des institutions internationales ; la démocratie dans l'entreprise et les normes internationales garantissant leur responsabilité sociale et environnementale ; l'expertise citoyenne et la contestation du monopole de l'expertise dominante ; le marché mondial et les échanges internationaux ; l'annulation de la dette et l'élimination des paradis fiscaux ; la redistribution par les taxes globales ; l'exploration des voies nouvelles de l'économie sociale et solidaire ; etc.

Le mouvement de la décolonisation a été porteur du refus de la fatalité. Il a porté un nouvel espoir à l'échelle de l'Humanité. L'affirmation que chaque peuple avait le droit d'être porteur de son avenir et de l'avenir de l'Humanité. Il a remis en cause l'idée que le progrès consistait à s'assimiler à la civilisation portée par les colonisateurs et imposée, pour leur bien, aux colonisés.

La libération nationale était la condition pour une libération sociale. Elle mettait en avant, pour chaque peuple et pour tous les peuples, le droit à l'autodétermination, à l'indépendance et au droit de construire son Etat. Le modèle de développement a été celui de l'indépendance nationale. Le système international devait être modifié pour permettre et faciliter ce projet. La crise de la décolonisation résulte de la rupture entre la libération politique et la libération sociale. Elle est la conséquence d'une stratégie

de reprise en main par les puissances dominantes, pour l'essentiel les anciennes puissances coloniales, à partir du contrôle du système international et de l'imposition d'un modèle de développement, de l'ajustement de chaque société au marché mondial à travers les programmes d'ajustement structurel. L'arme politique qui a forcé à l'ajustement est la gestion de la crise de la dette, organisée par le groupe des sept et négociée au cas par cas. Mais cette reprise en main n'aurait pas pu réussir si elle ne s'était appuyée sur la crise interne des régimes issus de la décolonisation, sur la rupture de l'alliance qui avait permis la décolonisation, sur la corruption et l'absence de libertés et de démocratie des élites au pouvoir dans les Etats indépendants. En renouant avec l'approche par les droits, le mouvement altermondialiste renoue et prolonge le mouvement historique de la décolonisation.

Le débat stratégique

Le mouvement altermondialiste tire sa force du soutien de l'opinion publique dans chaque pays et au niveau international. Il pose la question de la formation de l'opinion publique mondiale et de son rapport avec l'hypothèse d'une conscience universelle. Il interpelle les Etats, comme on a pu le voir à la réunion de l'OMC à Cancun, dans leur nature, dans les politiques nationales qu'ils mènent et dans leur rôle sur la scène internationale. Il pèse sur le sens de la construction des grandes régions en tant que contre-tendances au néolibéralisme et à l'hégémonie géopolitique.

La représentation dominante restreint les acteurs de la transformation sociale au face à face entre les entreprises et les administrations, le pouvoir économique et le pouvoir politique. Dans la nouvelle période, l'émergence des associations et des collectivités locales renforce le pouvoir citoyen. Proposons de construire une alliance stratégique entre les mouvements et les institutions locales. Nous avons expérimenté à travers les Forums des autorités locales et les Etats Généraux des collectivités locales contre l'AGCS l'intérêt de ce rapprochement. Les politiques locales peuvent aussi illustrer des alternatives (garantie de l'accès pour tous par les services publics locaux, financement et redistribution par les taxes locales, nationales et globales, satisfaction des besoins des habitants à travers les marchés intérieurs non subordonnés au tout exportation, articulation à travers un contrôle citoyen de la démocratie participative et de la démocratie représentative, citoyenneté de résidence, priorité à l'emploi et aux activités locales, préservation de l'environnement, etc.)

La question des alliances est constante. Avec des succès variables, le mouvement combine plusieurs approches qui constituent l'espace de ses alliances, nationales et mondiales. Il s'inscrit dans des alliances larges dont les deux formes les plus marquantes sont les alliances anti-guerre et les alliances anti-fasciste. Elles ont l'avantage d'être larges, mais elles négligent la construction des alternatives. Il est interpellé par des alliances plus radicales dont les deux formes les plus marquantes sont les alliances anti-capitalistes et les alliances anti-productivistes. Elles ont l'avantage de se soucier des causes et donc d'être toujours nécessaires, mais elles sont souvent fermées et ne sont pas suffisantes. Le mouvement est confronté à la question des alliances correspondant à la période, aux alliances avec ceux qui refusent le cours néo-libéral, et notamment les nouveaux-keynésiens. Mais, une alliance n'est pas un ralliement, elle comporte aussi sa part de critique ; cette critique

passé par le deuil des deux projets de référence de la période précédente, le stalinisme et le keynésianisme.

Le mouvement de la décolonisation a su définir des alliances internes correspondant à des situations spécifiques et qui ont débouché sur des régimes de nature diverse. Les questions débattues, à la lumière des interrogations générales et des situations spécifiques, restent d'une actualité certaine. A titre d'exemple, la question de la bourgeoisie nationale par référence aux bourgeoisies compradore, la place des mouvements ouvriers et l'alliance entre ouvriers et paysans, la nature des paysanneries, le rôle de la petite bourgeoisie intellectuelle et des fonctionnaires, la place des armées. Au niveau international, il faut rappeler que les années vingt ont été marquées par les luttes ouvrières et paysannes, les luttes de libération nationale, la révolution de 1917 et les luttes antifascistes. L'alliance stratégique définie au Congrès des Peuples d'Orient en 1920 à Bakou, et au Congrès des peuples opprimés à Bruxelles en 1927 va relier les deux mouvements d'émancipation, nationale et anti-coloniale, sociale et ouvrière. Cette alliance va porter la décolonisation. Elle ne permettra pas de définir la libération sociale après les indépendances et ne résistera pas à la sous-estimation dramatique de la question de la démocratie, à la rupture entre la Chine et l'Union Soviétique, à la course aux armements, au rétablissement fordiste et keynésien des centres capitalistes, à l'échec de ce que Samir Amin préfère appeler stalinisme pour ne pas le confondre avec le socialisme. La question des alliances internationales est aujourd'hui ouverte, le mouvement altermondialiste esquisse une nouvelle approche qui inclut la contradiction Nord-Sud sans s'y limiter.

La question fondamentale du débat stratégique a très bien été formulée par Immanuel Wallerstein. Il indique que l'équation stratégique qui a permis la transition du féodalisme au socialisme préconisait : il faut construire un parti, pour conquérir l'Etat, pour transformer la société. Cette équation a été confirmée après plusieurs dizaines d'années de débat entre anarchistes, socialistes utopistes et marxistes. Ce débat est aujourd'hui ouvert. Les partis construits pour conquérir l'Etat sont déjà des parti-état et souffrent du rejet des « classes politiques » confrontées à la dérive gestionnaire et aux limites démocratiques. Les Etats sont contestés par la mondialisation économique, d'une part, et par le désir de démocratie de proximité des citoyens, de l'autre. Les Etats ne sont pas le seul acteur de la transformation sociale, même s'il continue à en être un acteur stratégique et essentiel. De là résultent les discussions sur la société civile, appellation commode et ambiguë. La difficulté de généralisation de la forme d'Etat-Nation correspondrait donc à des questions, fondamentales et contradictoires, qui sont au cœur des débats. Ce débat interroge les formes du politique et de la transformation sociale. Il recoupe les interrogations sur la culture politique des mouvements, les questions de l'organisation, du pouvoir, de la hiérarchie, de l'autorité amorcée dans les mouvements de la fin des années soixante.

Les perspectives du mouvement altermondialiste

L'hypothèse de travail est que la phase « néolibérale » de la mondialisation, que je définirai comme une phase de reconquête, est une phase de transition qui est probablement en voie d'achèvement. Trois scénarios définissent les successions possibles. Il s'agit de pointer les cohérences correspondant à des modèles et à des

modes de pensée économique et politique et non de scénarios d'évolution des situations.

Le scénario néo-conservateur : De 1980 à aujourd'hui, nous assistons au renforcement du modèle néo-conservateur. De 1980 à 1989, c'est la période de l'expérimentation et de la montée en puissance, à partir de 1989, nous sommes dans la revanche sociale. En 1995, commence à émerger et à s'organiser un mouvement anti-systémique, le mouvement altermondialiste. En 2001, les attentats de New York accélèrent le virage néo-conservateur. La nomination de M. Wolfowicz à la présidence de la Banque Mondiale est symbolique de cette évolution.

Ce scénario correspond à un monde de guerre ; la concurrence économique se pense comme la guerre, y compris la guerre préventive. Quand on voit la montée des fondamentalismes, des mouvements intégristes et évangélistes dans le monde, on comprend bien ce que signifie une révolution conservatrice. Permettez-moi de citer Gramsci, qui annonçait de manière assez terrible dans ses années de prison : « Le vieux monde se meurt. Le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur, surgissent les monstres. »

Le scénario altermondialiste : Il avance la proposition de l'accès pour tous aux droits fondamentaux, à la paix et à la démocratie. Il peut être considéré comme utopiste, mais une utopie peut-être la réalité de demain. Il se construit comme une utopie concrète et sert de référence à de nouveaux idéaux et de nouveaux possibles. Il pèse déjà sur les réalités d'aujourd'hui par l'action des mouvements qui s'y réfèrent.

Le scénario des nouveaux keynésiens : Il correspond au retour à des formes de régulation publique économique et sociale. Le néolibéralisme a mené l'attaque frontale contre les politiques keynésiennes qu'on qualifie aussi de fordiste, sociale- libérales ou de l'Etat social. Le modèle européen était directement visé. On peut faire l'hypothèse que la capacité d'intervention du keynésianisme, comme proposition de régulation, n'avait pas été complètement épuisée. Il reste à réfléchir à des politiques keynésiennes fonctionnant en économie ouverte et à l'échelle mondiale, et non de reprendre l'idée des politiques keynésiennes telles qu'elles ont pu fonctionner auparavant. Ce troisième scénario progresse. C'est probablement là-dessus que s'est opérée la rupture entre Joseph Stiglitz et la Banque Mondiale. J. Stiglitz, partant de l'expérience de libéralisation en Russie conduite suivant les préceptes du néolibéralisme à la Friedman (il n'y a qu'à laisser jouer les marchés) a affirmé qu'il faut un Etat, même pour libéraliser. Si on ne veut pas la généralisation du capitalisme maffieux, la voie chinoise est préférable à la voie russe.

Chacun de ces modèles s'analyse en cohérence avec des appuis sociaux et des alliances entre des catégories sociales. Il n'y a pas d'automatisme dans le rapport entre les projets et les bases sociales, mais il y a de fortes relations ; on ne peut pas apprécier et comprendre un projet en dehors de ses soubassements sociaux et de ses conséquences sociales. Les modèles formalisent des projets qui se définissent comme des réponses aux contradictions sociales.

De ce point de vue, le premier scénario est porté par des courants régressifs, néoconservateurs, fondamentalistes, intégristes, qui malheureusement progressent beaucoup dans le monde. Le deuxième scénario est porté par le courant, altermondialiste, par la convergence des mouvements qui a été présentée plus haut

et qui s'est engagé dans la construction d'un nouveau mouvement social et citoyen. Le troisième scénario est porté par des couches, sociales confrontées à la précarisation et par une partie des couches moyennes, qui ont été particulièrement visées par la « reprise en main » néolibérale. Les bases sociales des différentes approches ne sont pas disjointes ; des projets différents peuvent tenter les mêmes catégories.

Ces scénarios ne sont pas des scénarios d'anticipation ou de prévisions, ce sont des scénarios sur les courants de pensée possibles. Le conflit entre ces courants participera à la construction d'une nouvelle pensée économique, sociale et politique. Aujourd'hui, il existe un rapprochement entre les courants altermondialistes et des nouveaux-keynésiens contre le courant néo-conservateurs. Jusqu'où peut aller ce rapprochement, qui en tirera les fruits et comment pourra être caractérisée et appréciée la logique qui en résultera ? L'Histoire reste à écrire et dépend de nos mobilisations.